

# L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

**AGI**  
SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
01 BP 8568 RP Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21318733  
+229 21316066

## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Bancarisation

### UBA Bénin innove avec "MoMo Sayaaa", un service d'épargne rémunérée

Présente dans plusieurs pays d'Afrique et d'Europe, le Groupe UBA, au Bénin, multiplie ses produits pour faciliter la v... • (Page 11)

## Finances publiques

### Lancement du Module P7 pour la gestion des matières de l'Etat

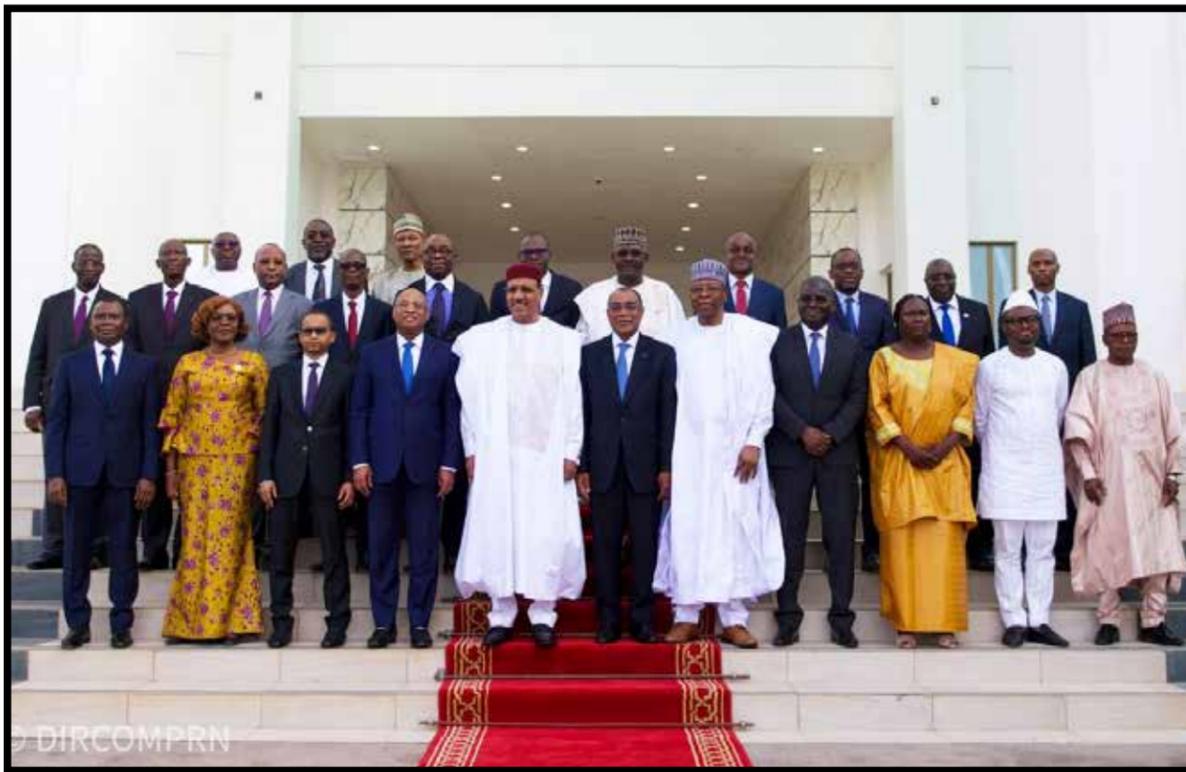
Le lancement du module P7 de comptabilité des matières de l'Etat intégré au Système d'information de... • (Page 11)



## Conseil des Ministres statutaire de l'UEMOA

• (Page 03)

# Les priorités du Pdt Bazoum pour un développement inclusif



## Gouvernance du Bénin

• (Page 04)

# 6 067,26 milliards F Cfa de dette au 31 mars 2023

## Mobilisation des ressources nationales

### Un financement de 150 millions de dollars de la Banque mondiale au Bénin

La Banque mondiale a approuvé, ce jeudi 15 juin 2023, un financement de 150 millions de dollars de ... • (Page 03)

## Conteneur aménagé

### L'ONG MAG recrute des entreprises en chaudronnerie

L'ONG internationale, Mines Advisory Group (MAG) lance un appel à candidature pour le recrutement des ... • (Page 09)

## Zone industrielle de Glo-Djigbé

### 6 milliards FCFA de prêt de la BOAD pour une minoterie

La Banque Ouest africaine de développement a procédé le mercredi 14 juin 2023 à Novotel de Cotonou, à la signature d'un accord de prêt de 06 milliards de francs ... • (Page 04)

## Match Bénin-Sénégal CAN 2023

### Deux morts, des blessés et des dégâts matériels

La fin du match Bénin-Sénégal comptant pour la cinquième journée de la Coupe d'Afrique des Nations de football Côte d'Ivoire 2023 a tourné au drame ... • (Page 10)

**CORIS MONEY** et bien+

**TRANSFERT D'ARGENT**

Depôt/Retrait d'argent | Bank to Wallet | Transfert d'argent | Paiement marchand

SIMPLE & COOL | Centre de contact : 21 36 00 54

## Bancarisation

### UBA Bénin innove avec "MoMo Sayaaa", un service d'épargne rémunérée

Présente dans plusieurs pays d'Afrique et d'Europe, le Groupe UBA, au Bénin, multiplie ses produits pour faciliter la vie aux communautés. Vendredi 16 juin 2023, face aux médias partenaires, la Banque a présenté les différents services qu'elle a développés, notamment "MoMo Sayaaa" pour s'ouvrir davantage à la clientèle.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Faisant de la bancarisation son cœur de métier, la filiale du Groupe UBA, UBA Bénin s'investit dans l'innovation pour accélérer l'inclusion financière au Bénin. En complément aux multiples services et produits qu'elle a intégrés à ses offres au cours des dernières années, la banque béninoise propose désormais le service d'épargne rémunérée, "MoMo Sayaaa". Conçu en partenariat avec le plus grand opérateur de téléphonie mobile au Bénin, MTN, ce service qui a été présenté, vendredi 16 juin 2023 aux professionnels des médias par le nouveau DG de UBA Bénin, Charles Koné, se veut, d'une part, de proposer une épargne flexible, sûre et rémunérée à tous les abonnés du réseau MTN. D'autre part, à travers ce tout dernier produit, il s'agit pour UBA d'accroître le taux de bancarisation au



Bénin et, comme le recommande les institutions sous régionales et internationales, accélérer l'inclusion financière pour un développement harmonieux au Bénin. Avec « ce produit, toute personne ayant un numéro de téléphone MTN, son Mobile Money activé, peut instantanément taper \*880\*51# depuis son lit, sans connexion internet, choisir le 2 et disposer d'un compte bancaire. Egalement de n'importe où il est, il peut épargner de l'argent à la banque », a expliqué Franck Omer

Ahissou, Directeur de la banque digitale à UBA Bénin. Expliquant le caractère novateur de ce service, « vous devenez votre propre banquier, c'est vous-même qui ouvrez votre compte, et ensuite vous faites de l'épargne et cette épargne va générer des intérêts pour vous », va soutenir Charles Koné, DG UBA Bénin. Pour lui, la problématique de l'inclusion financière est largement prise en compte par UBA Bénin. Il poursuit en précisant que « c'est un produit qui est validé par la Banque Centrale, le régulateur ». Ce produit vient s'ajouter à B-MO, la solution de paiement sécurisé de Mobile Money sur mesure qui permet aux abonnés des différents réseaux d'envoyer et de retirer de l'argent au Bénin comme à l'étranger.

Première du genre avec les médias au titre de l'année 2023, cette rencontre a, par ailleurs, été l'occasion pour UBA Bénin de présenter son bilan qui, sur les cinq dernières années, a connu une croissance du bénéfice net de 43,5%. Un résultat qui est à l'actif de toute l'équipe de la Banque qui mise sur le numérique pour offrir de meilleurs services à la clientèle. En matière de perspective, se voulant plus innovante, la Banque, dans les tout prochains mois, entend déployer sur toute l'étendue du territoire nationale, des "terminaux de paiement électronique". Ce qui devrait permettre aux différents clients de régler plus facilement leurs achats.



## AUX DECIDEURS...

### L'électronique au service des pauvres

L'inclusion financière devient une réalité aussi bien au Bénin que dans l'espace UEMOA. Le site d'information financialafrik.com renseignait un an plus tôt que le Bénin était le leader régional de l'inclusion financière. Cette prouesse en matière de monnaie électronique est fondamentalement profitable aux citoyens à pouvoir économique modeste. Et l'on constate que l'indice d'inclusion financière s'est globalement amélioré dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), ressortant à 0,520 en 2020 contre 0,501 en 2019, sur une échelle de 0 à 1, selon le rapport annuel consacré au sujet par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Par pays, cet indice s'est établi à 0,647 en 2020 au Bénin, contre seulement 0,170 en 2010. Le pays devance ainsi tous les autres de la sous-région. L'année considérée a été marquée au Bénin par la création, par décret, d'un Observatoire de la qualité des services financiers (OQSF). L'instance a pour mission d'encourager les populations et les PME à recourir davantage au système financier et de restaurer leur confiance à l'endroit des services financiers. C'est le troisième pays de l'Union à se doter d'une telle structure, après le Sénégal en 2009 et la Côte d'Ivoire en 2016. Au classement 2020 de l'inclusion financière, le Bénin est suivi par la Côte d'Ivoire (0,606), le Burkina (0,590), le Sénégal (0,587) et le Togo (0,564). La Guinée-Bissau, le Niger et le Mali, avec respectivement 0,245, 0,250 et 0,445 affichent une faible performance. Au sujet de la monnaie électronique, le nombre de comptes au sein de l'UEMOA a progressé de 39 % à 131 millions, en 2021. Cette progression reflète l'adoption croissante des services financiers numériques dans cette zone monétaire, dans le contexte de la pandémie de Covid-19. La Côte d'Ivoire enregistre le plus grand nombre de comptes, suivie du Sénégal. Ecofin révèle que le nombre de comptes de monnaie électronique au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) est ressorti à 131 millions, au 31 décembre 2021. Ces comptes sont en hausse de 39 %, soit 37 millions de nouveaux comptes enregistrés par rapport à l'année 2020 (94 millions). Par ailleurs, les informations émanant de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), établissent que cette progression du nombre de comptes de monnaie électronique « reflète l'adoption croissante par les populations, des services financiers numériques, amorcée pendant la période du confinement lié à la pandémie de Covid-19 ». Dans son rapport annuel 2021 sur l'évolution des services financiers numériques dans l'Uemoa, publié ce 1er février, la Bceao poursuit en indiquant « qu'une moyenne trimestrielle de 8,77 millions de comptes de monnaie électronique a été observée, soit une évolution de plus de 3 millions par mois ». Presque tous les pays de l'Uemoa ont enregistré une hausse du nombre de comptes de monnaie électronique au 31 décembre 2021. Toutefois, le taux de progression le plus élevé, soit 65 %, a été observé en Côte d'Ivoire. Cette progression en Côte d'Ivoire est en partie liée à la « forte pénétration du produit Wave Money », soutient la Bceao. Le pays comptait 45,6 millions de comptes de monnaie électronique en 2021. Au Sénégal, le nombre de comptes de monnaie électronique a connu une hausse de 62 %, pour s'établir à 21,5 millions en 2021, contre 13,2 millions en 2020. Ces deux pays sont suivis de la Guinée-Bissau qui affiche une évolution de 30%. Le Niger, le Bénin, le Mali et le Burkina affichent des taux allant de 17% à 26%. Concernant le Togo, le taux de croissance du nombre de comptes ouverts ressort à 13%.

Jean-Claude KOUAGOU

## Eco secret

### Togo : hausse des indicateurs du port autonome de Lomé en 2021

Le Port autonome de Lomé (PAL) a enregistré une hausse de ses indicateurs en 2021, selon une note publiée par la plateforme située en Afrique de l'ouest. Les statistiques, il a été noté, une augmentation du tonnage global à 3.493.845 tonnes de marchandise en 2021, soit un taux de croissance de 14, 17% par rapport à 2020. Pour sa part, le transbordement a connu une augmentation de 15,30% entre 2020 (1.342.546 conteneurs) et 2021 (1.585.101 conteneurs). Le trafic conteneur a progressé de 14,72% soit une augmentation de 254.064 conteneurs, passant ainsi de 1.725.270 conteneurs.

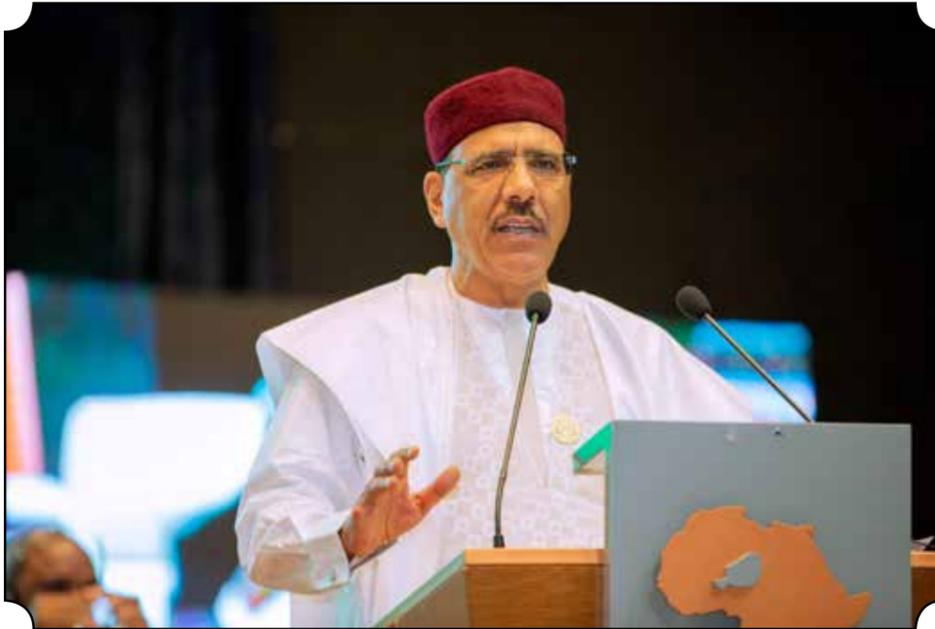
## Conseil des Ministres statutaire de l'UEMOA

## Les priorités du Pdt Bazoum pour un développement inclusif

Quelques mois après sa désignation à la tête de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, le 5 décembre 2022 à Abidjan, le Président Mohamed Bazoum a dévoilé, vendredi 16 décembre 2023, les priorités de son mandat. C'est à l'occasion du Conseil des Ministres Statutaire de l'UEMOA, présidé par Adama COULIBALY, Ministre de l'Economie et des Finances de la Côte d'Ivoire.

● *Falco Vignon*

Investi président de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Uemoa dans un contexte de conjoncture internationale défavorable qui n'empêche néanmoins pas la zone Uemoa d'être résiliente, Mohamed Bazoum, pour la consolidation de l'édifice communautaire, entend agir sur plusieurs axes. Au nombre des chantiers prioritaires, le nouveau patron de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA entend mobiliser ses pairs pour l'adoption d'un nouveau Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité afin de fixer aux Etats membres de l'Union un repère en matière de gestion des finances publiques. Se félicitant de la résilience économique de la zone Uemoa malgré les chocs internationaux avec un taux de croissance de 5,9% en 2022, le Président Bazoum, au cours de sa présentation, a souligné qu'il s'agira, durant son mandat, de mettre l'accent sur quatre réformes majeures au titre de l'année 2023. Il s'agit,



● *Président Mohamed Bazoum*

entre autres, de : la poursuite de la réforme sur l'adoption de la monnaie unique de la CEDEAO, la ratification de l'Accord de coopération monétaire avec la France, la recomposition de la Cour et l'amélioration de la revue des réformes, programmes et projets communautaires à l'issue de son évaluation. A l'évidence de ce que le développement des économies de l'Union dépend de la paix et de la sécurité, il sera question également de mettre en œuvre les décisions du Plan d'actions pour la paix et la sécurité.

**Numérique, commerce intra africain, énergie... axes importants**

Convaincu que l'énergie, l'économie numérique et le commerce intra africain, constituent des leviers importants de croissance pour l'Union, le Président Mohamed Bazoum, dans sa nouvelle fonction, entend accompagner la Commission et la BOAD dans leurs efforts de mobilisation des partenaires au développement pour le financement de la Stratégie de

Développement des Pôles Energétiques (SDPE), du Programme Régional de Développement de l'Economie Numérique (PRDEN), du Plan directeur de l'aménagement des corridors de l'anneau de croissance (CA-CAO), du Schéma du Développement de l'Espace Régional (SDER). Les infrastructures Routières et de transit étant capitales pour les échanges, Mohamed Bazoum a évoqué l'intérêt de préserver ces acquis. « A cet égard, a-t-il dit, la pleine application à partir du 1er janvier 2024, du Règlement

relatif aux charges à l'essieu doit constituer un impératif absolu pour nos Etats ». Au terme de la présentation du Président Nigérien, le Président du Conseil des ministres de l'Uemoa, a, tout en saluant l'initiative, déclaré que la feuille de route du Président Mohamed Bazoum « constitue une déclinaison des réponses idoines à apporter à

ces défis structurels qui entravent la marche de notre Union vers un développement harmonieux et une prospérité partagée ». Il n'a pas manqué de le rassurer de l'entière disponibilité du Conseil et des Organes de l'Uemoa à mettre en œuvre les actions nécessaires pour la réalisation de cette feuille de route.



## Efficacité dans la mobilisation des ressources nationales

## Un financement de 150 millions de dollars de la Banque mondiale au Bénin

La Banque mondiale a approuvé, ce jeudi 15 juin 2023, un financement de 150 millions de dollars de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour aider le Bénin à accroître l'efficacité dans la mobilisation des ressources nationales et des dépenses publiques.

Le programme de gouvernance économique pour la délivrance des services est axé sur la performance (PforR en anglais). Il soutiendra des actions visant l'efficacité dans la mobilisation des ressources nationales afin de permettre à l'Etat d'avoir plus de moyens pour financer les services publics et répondre aux chocs. Le programme cible un accès plus inclusif à la déclaration électronique et une utilisation accrue de la gestion axée sur les performances dans l'administration douanière. Il vise également plus d'efficacité dans la gestion des dépenses et des marchés publics et soutient la mise en place d'un espace

fiscal favorable au contrôle citoyen. « Le Bénin a fait des progrès significatifs dans l'amélioration de la gestion budgétaire au cours de la dernière décennie, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour accroître la mobilisation des ressources nationales et l'efficacité des dépenses publiques », souligne Atou Seck, responsable des opérations de la Banque mondiale pour le Bénin. « Ce financement permettra de mettre à l'échelle les résultats des réformes entreprises pour améliorer la gestion fiscale et les revenus domestiques mais aussi moderniser le système statistique du pays ». Le Bénin a encore des



progrès à accomplir par rapport à ses pairs régionaux en matière de mobilisation des ressources intérieures, et son assiette fiscale reste étroite. En 2022, les recettes fiscales du Bénin étaient estimées à 11,5 % du produit intérieur brut (PIB), soit moins que la

moyenne de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) (12,9 %). Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour atteindre l'objectif de 20 % du PIB fixé par l'UEMOA. Ce programme axé sur la performance s'aligne avec le Cadre de Partenariat de

la Banque mondiale avec le Bénin. Il vient consolider les acquis des réformes et projets de gouvernance économique appuyés ces dernières années par la Banque mondiale au Bénin.

**Bref aperçu de l'IDA de la Banque mondiale**

L'Association internationale de développement (IDA) est l'institution de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète. Fondée en 1960, elle accorde des dons et des prêts à faible taux d'intérêt ou sans intérêts en faveur de projets et de programmes de nature à stimuler la croissance économique, à réduire la pauvreté

et à améliorer la vie des plus démunis. L'IDA figure parmi les principaux bailleurs de fonds des 76 pays les plus pauvres de la planète, dont 39 se trouvent en Afrique. Les ressources de l'IDA permettent d'apporter des changements positifs dans la vie de 1,6 milliard de personnes résidant dans les pays éligibles à son aide. Depuis sa création, l'IDA a soutenu des activités dans 113 pays. Le volume annuel des engagements est en constante augmentation et s'est élevé en moyenne à 21 milliards de dollars au cours des trois dernières années, 61% environ de ce montant étant destinés à l'Afrique.

Source externe

**Zone industrielle de Glo-Djigbé**

**6 milliards FCFA de prêt de la BOAD pour une minoterie**

La Banque Ouest africaine de développement a procédé le mercredi 14 juin 2023 à Novotel de Cotonou, à la signature d'un accord de prêt de 06 milliards de francs cfa. C'est en vue de l'implantation et exploitation d'une minoterie dans la zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) par la société Atlantic Moulin Bénin (AMB).



● Bidossessi WANOU

L'industrialisation au Bénin reçoit à nouveau l'accompagnement de la Banque ouest africaine de développement. C'est un accompagnement sous forme de prêt de six (06) milliards de francs Cfa, soit 43% du coût total du projet, qu'a octroyé la semaine écoulée, la banque au projet d'installation d'une minoterie dans la Zone industrielle de Glo-Djigbé porté par Atlantic Moulin Bénin. Cette unité qui vise à produire de la farine incluant les produits locaux comme le manioc,

le maïs, le fonio et le mil « s'insère parfaitement dans le Programme d'actions du gouvernement 2021-2026 (PAG2) du Bénin, notamment son pilier n°2 " poursuite de la transformation structurelle de l'économie", trouve également un ancrage dans le plan stratégique de la BOAD, dénommé plan Djoliba, en son axe opérationnel n°2 " contribution à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé" », a justifié Moustapha Ben BARKA, vice-président de la Banque ouest africaine de développement. Il vise à « contri-

buer à l'approvisionnement du marché national par une production locale et la réduction des importations, offrir des produits de qualité à des prix compétitifs et assurer le service de la dette vis-à-vis des partenaires bancaires dont la BOAD » a-t-il poursuivi. Atlantic Moulin Bénin, ce sera des équipements de dernière génération pour une capacité productive de 90.000 tonnes. Le projet comme on peut le voir participe du développement de l'industrie locale et du renforcement de l'offre béninoise dans un contexte de promotion de marché africain via la ZLECAf. Vice-président de Atlantic Group, Georges Wilson a soutenu que l'apport de AMB « sera de mettre à disposition des Béninois, des produits de qualité, traçable et certifié. Mais aussi et surtout, contribuer à la politique de transformation des produits locaux ». Il faut noter que le reste du financement sera apporté par le promoteur et la Banque d'investissement pour l'industrie et le commerce (BIIC).



**Changement climatique**

**Bassila célèbre la journée de lutte contre la désertification**

L'onzième édition de la journée internationale de lutte contre la désertification et la sécheresse a été effectivement célébrée dans la commune de Bassila ce samedi 17 juin 2023. C'est le site du commissariat de police républicaine d'Alédjo et l'école primaire publique de Kpindi qui ont accueilli les activités de reboisement de cette onzième édition qui a pour thème : « Femme, sa terre, ses droits : faire avancer l'égalité des genres et les

objectifs de restauration des terres >>. Le Maire de la Commune de Bassila, Tassou Zakari Filikibirou, en compagnie du chef d'arrondissement d'Alédjo, Allassani Aboubakar Moukaram et du représentant de l'administration forestière, le capitaine Djissonon Grégoire, a saisi l'occasion pour sensibiliser les populations sur les causes et conséquences de la désertification et la sécheresse. Il a encouragé les acteurs du domaine à faire des efforts supplémentaires

pour parer au plus pressé aux conséquences désastreuses pour l'écosystème. 1872 plants de plusieurs essences majoritairement des Afzélia, Ceiba, d'Adansonia et de Gmelina ont été mis en terre sur une superficie de 1,25 hectare. Il faut préciser que les forces de défense et de sécurité et les acteurs du secteur du bois de la Commune ont pris part à la manifestation.

Emmanuel AKAKPO (Br Atacora-Donga)

**Gouvernance du Bénin**

**6 067,26 milliards F Cfa de dette au 31 mars 2023**

L'encours de la dette publique du Bénin ressort à 6 067,26 milliards F Cfa au 31 mars 2023 pour un taux d'endettement de 51,22 % du Pib contre 54,05 % à fin 2022.

● Aké MIDA

Au 31 mars 2023, l'encours de la dette publique du Bénin s'établit à 6 067,26 milliards F Cfa contre 5 866,81 milliards F Cfa à fin décembre 2022, selon la Caisse autonome d'amortissement (Caa). Selon le Bulletin statistique de la dette publique au titre du premier trimestre 2023 (Caa, avril 2023), la dette extérieure est chiffrée à 3 909,22 milliards F Cfa et la dette intérieure à 2 158,04 milliards F Cfa, soit respectivement 64,43 % et 35,57 % du portefeuille de la dette publique.

Ainsi, le taux d'endettement public ressort à 51,22 % du produit intérieur brut (Pib) contre 54,05 % du Pib à fin décembre 2022. Représentant 33 % du Pib, la dette extérieure est dominée par la dette multilatérale à hauteur de 52,85 % du total ; la dette envers les créanciers non-résidents représente 83,06 % du total. L'Euro représente la principale devise d'endettement du Bénin avec 43,6 1% de l'ensemble du portefeuille de la dette publique suivi du F Cfa pour 35,57 %.

La dette intérieure qui représente 18,22 % du Pib est constituée en majorité des titres publics qui font 82,43 % du total. Le portefeuille

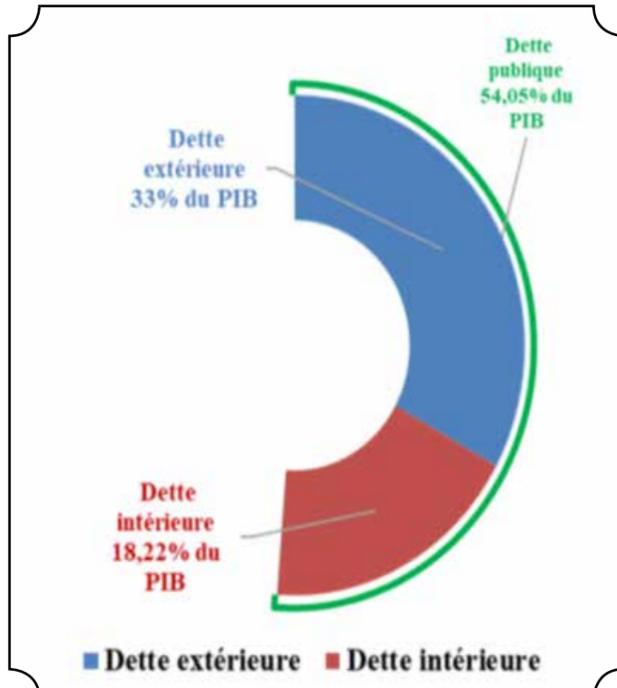


des titres publics est constitué de 65 titres actifs pour un encours total de 1 826,69 milliards F Cfa, dont 62 obligations du Trésor pour 1 778,79 milliards F Cfa et 3 bons du Trésor pour 47,90 milliards F Cfa. Le taux moyen pondéré de rémunération du portefeuille des titres publics s'établit à 5,66 % pour une durée résiduelle moyenne totale de 4,29 ans, d'après la Caa. A fin décembre 2022, le portefeuille de la dette des entreprises publiques était constitué de 15 entreprises pour un encours de 254,28 milliards F Cfa.

**247,72 milliards mobilisés**

Sur le marché financier régional de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), l'Etat a mobilisé 247,72 milliards F Cfa de titres publics :

**Taux d'endettement du Bénin au 31 mars 2023**



Source : CAA, Avril 2023

231,62 milliards F Cfa d'obligations du Trésor et 16,10 milliards de bons du Trésor au 31 mars 2023.

Les nouveaux accords de prêt signés par le Bénin, au 31 mars 2023, s'élèvent à 37,76 milliards F Cfa pour les prêts libellés en devises et 35 milliards F Cfa pour les prêts en monnaie locale, indique le Bulletin de la Caa.

A cette date, l'encours des prêts rétrocédés aux entreprises publiques s'élève à 158,72 milliards F Cfa pour un engagement initial de 307,70 milliards F Cfa, représentant 2,62 % de l'encours de la dette publique et 1,34 % du Pib. Les décaissements sur emprunts en devises effectués à fin mars 2023 s'élèvent à 92 milliards F Cfa. Le montant total des soldes engagés non décaissés (Send) de la dette extérieure s'élève à 2 358,93 milliards de F Cfa à la fin du premier trimestre 2023.

Le service de la dette publique a été assuré à hauteur de 232,44 milliards F Cfa dont 133,58 milliards F Cfa en remboursement du principal et 98,86 milliards de F Cfa en paiement des charges financières de la dette.

D'après les résultats de l'Analyse de viabilité de la dette (Avd) menée conjointement par les services du ministère de l'Economie et des Finances et le Fonds monétaire international (Fmi), la dette publique du Bénin demeurerait viable avec un risque de surendettement « modéré », informe la Caisse autonome d'amortissement.

# ROADSHOW FRANCE 2023

**OSEZ  
LE BENIN !**

**LA TERRE DES  
OPPORTUNITÉS**

**19 AU 27 JUIN 2023**



## COMMUNIQUE DE PRESSE

**"Osez le Bénin ! Roadshow France 2023" : L'événement clé pour découvrir les opportunités d'investissement dans un marché dynamique en plein essor.**

**Cotonou, 16 juin 2023** – La Présidence de la République du Bénin, l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations du Bénin, la Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) et la Banque Publique d'Investissement France (Bpifrance), sont ravis d'annoncer le lancement de la tournée **"Osez le Bénin ! Roadshow France 2023"**, organisée en partenariat avec des institutions renommées. Cette initiative de promotion du Bénin se déroulera du 19 au 27 juin 2023 dans plusieurs villes françaises (Marseille, Lyon, Paris, Rennes, Nantes et Louviers). Elle vise à encourager les investisseurs français et internationaux à explorer les opportunités exceptionnelles d'investissement en République du Bénin.

Situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le Bénin est une véritable porte d'entrée vers les marchés de la sous-région. La population de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a doublé au cours des 10 dernières années témoignant d'un potentiel de croissance économique significatif. Avec un taux de croissance annuel moyen prévu de 5,7% pour la période 2022-2026, le Bénin offre un environnement propice aux investissements et présente de nombreuses opportunités dans divers secteurs.

En tant que destination émergente pour les investissements, le Bénin s'est engagé dans une transformation structurelle profonde de son économie. Le pays dispose d'un climat des affaires favorable aux investissements, avec des avantages tels que l'accès à l'énergie électrique à un prix compétitif et une fiscalité liée aux investissements avantageuse. Les performances économiques et financières reconnues par les principales agences de notation (B+ décernée par Standard & Poor's) témoignent de la solidité du cadre macro-économique du Bénin.

En plus de son environnement des affaires favorable, le Bénin est un pays de paix et de sécurité, qui jouit d'une stabilité politique et sociale qui garantit un environnement propice aux investissements. En tant que membre de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et de la CEDEAO, le Bénin bénéficie également d'un accès privilégié à un vaste marché régional de quatre cent vingt (420) millions de consommateurs.

Il convient de souligner que le Bénin est éligible à l'AGO (African Growth and Opportunity Act) et l'EBA (Everything but Arms), qui permettent aux entreprises produisant au Bénin d'exporter en franchise de droits de douane vers les États-Unis et l'Europe. Ces dispositifs ouvrent de nouvelles perspectives commerciales et renforcent la compétitivité des entreprises installées au Bénin.

Le roadshow "Osez le Bénin ! Roadshow France 2023" offre aux investisseurs français et internationaux une occasion unique de découvrir de près, les opportunités d'investissement exceptionnelles que propose le Bénin, notamment dans les secteurs de l'agriculture, l'agro-industrie, l'industrie pharmaceutique, le numérique, le tourisme, les services...

### À propos de "Osez le Bénin ! Roadshow France 2023"

Le "Osez le Bénin ! Roadshow France 2023" est un événement exclusif organisé par l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations, la Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie (en charge du développement de la Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ)) et leurs partenaires. Il vise à promouvoir les opportunités d'investissement au Bénin et à encourager les investisseurs français et internationaux à découvrir le potentiel économique et les avantages compétitifs du pays. Le roadshow se tiendra du 19 au 27 juin 2023 dans les villes françaises de Marseille, Lyon, Paris, Rennes, Nantes et Louviers.

### À propos de l'APIEx Bénin

L'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx) est une agence gouvernementale placée sous la tutelle de la Présidence de la République. L'APIEx est l'organe opérationnel du gouvernement chargé de mettre en œuvre sa politique de promotion des investissements et des exportations. Elle est l'interlocuteur privilégié des investisseurs. En tant que guichet unique de création d'entreprises et point d'entrée pour les investisseurs, l'APIEx joue un rôle clé dans la formalisation, l'orientation, l'information, l'assistance et l'accompagnement des investisseurs et des entreprises. En savoir plus sur : <https://apiex.bj>

### À propos de la GDIZ

La Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), développée par la Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie - BENIN (SIPI-BENIN SA), est une joint-venture entre Arise Integrated Industrial Platforms (IIP)

et la République du Bénin. La GDIZ est une zone industrielle dynamique de 1 640 hectares (phase 1 : 400 ha) développée par ARISE Integrated Industrial Platforms (IIP) qui compte parmi ses infrastructures plusieurs Zones Industrielles en Afrique, notamment au Gabon (Zone Économique Spéciale de Nkok) et au Togo (Plateforme Industrielle d'Adétikope) et dans d'autres pays du continent africain.

Suivez-nous pour être informés de toutes les opportunités d'emploi disponibles à la GDIZ et abonnez-vous à nos différents canaux numériques. En savoir plus sur : <https://gdiz-benin.com/fr/>

### À propos de la CDC Bénin

La CDC Bénin est une institution publique financière œuvrant en soutien aux politiques publiques menées par l'État et les collectivités territoriales, avec pour mission principale de promouvoir le développement économique et social du pays. Fondée en 2020, elle s'engage à apporter des solutions innovantes pour répondre aux besoins de financement des investissements au Bénin. La CDC Bénin joue un rôle clé dans la mobilisation et la gestion sécurisée de l'épargne nationale ainsi que des fonds réglementés, en les orientant vers le financement du développement rapide des secteurs public et privé. En savoir plus sur : <https://cddb.bj>

### À propos du CAMEC Bénin

Le CAMEC-CCIB est l'organe de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) chargé de faciliter le règlement des litiges nés des relations commerciales par la promotion des Modes Alternatifs de Règlement des Litiges, (MARL), notamment l'Arbitrage, la Médiation et la Conciliation. Il vise à favoriser un climat des affaires rassurant pour les investisseurs nationaux et étrangers en offrant un recours diligent et professionnels de règlement des litiges. En savoir plus sur : <https://camec.bj>

### À propos de Bpifrance et de Bpifrance en Afrique

A travers le territoire français et dans le monde, Bpifrance finance les entreprises – à chaque étape de leur développement – en crédit, en garantie et en fonds propres. La Banque publique d'investissement les accompagne dans leurs projets d'innovation ainsi qu'à l'international en assurant leur activité export à travers une large gamme de produits. Conseil, formation, mises en relation et programmes d'accélération à destination des startups, des PME et des ETI font également partie de l'offre proposée aux entrepreneurs. Grâce à Bpifrance et ses 59 implantations régionales (dont 9 à l'international), les entrepreneurs bénéficient d'un véritable guichet unique pour les accompagner à faire face à leurs défis.

S'inscrivant dans une logique de rapprochement des territoires, de connexion des acteurs et de financement des courants d'affaires, en étroite collaboration avec l'ensemble des opérateurs institutionnels et privés aux mandats complémentaires, Bpifrance apporte notamment son appui aux entrepreneurs français désireux de développer leurs activités en Afrique, via le financement, l'assurance et le développement export (crédit export, assurance export, missions). Bpifrance dispose à cet effet d'équipes export basées à Abidjan (Côte d'Ivoire), Dakar (Sénégal) / Afrique de l'Ouest, Casablanca (Maroc) / Afrique du Nord et Nairobi (Kenya) / Afrique de l'Est et du Sud.

Par ailleurs, la banque publique d'investissement soutient les gouvernements dans la création de structures de financement et d'accompagnement des de leur propre tissu entrepreneurial, renforce les interactions commerciales entre les écosystèmes français et africains en mettant en relation les entreprises, les investisseurs et les structures d'accompagnement des pays européens et africains (via sa plateforme EuroQuity), investit dans des fonds de capital-investissement à destination du continent africain, qui investissent dans des start-ups, PME et ETI africaines présentant un fort potentiel de croissance (fonds de fonds Averoès Africa).

Plus d'information sur : [www.Bpifrance.fr](http://www.Bpifrance.fr) - Suivez-nous sur Twitter : @Bpifrance - @BpifrancePresse



## Mort de Berlusconi

### Marina dans les starting-blocks pour reprendre l'empire de son père

Qui va revenir la fortune personnelle et industrielle de Silvio Berlusconi ? Secoué par la mort de son fondateur, cet empire économique fait face à une période d'incertitude. Les investisseurs se sont ainsi rués sur le titre de son groupe de télévision MediaForEurope, qui s'est envolé mardi de plus de 13 % à la Bourse de Milan. Le marché parie en effet sur une cession du groupe apportant des gains lucratifs ou une fusion. Fininvest, la holding de la famille Berlusconi, a toutefois tenté de couper court aux rumeurs en assurant que ses « activités se poursuivraient dans une ligne de continuité absolue à tous égards ». Mais, la succession de la troisième fortune de l'Italie avec un patrimoine évalué par Forbes à 6,4 milliards d'euros, s'annonce complexe, avec d'éventuels litiges entre ses héritiers, même si elle semble avoir été bien ficelée par le patriarcat.



financier » du clan Berlusconi, « a pris le relais de son père, acquérant progressivement des espaces de liberté et d'indépendance qui lui ont permis de devenir un point de référence pour le groupe », analyse Andrea Colli. Le magazine Forbes a même classé la fille aînée de l'ancien Premier ministre parmi les femmes les plus puissantes du monde. e ici.

#### « Pas de risque d'affaiblissement de l'empire »

**Une transition « planifiée en amont »**  
« Son empire survivra sans Silvio Berlusconi car il a réussi à assurer une transition entre les générations qui a été planifiée en amont », estime Andrea Colli, professeur d'histoire des entreprises à l'université Bocconi de Milan. Entré dans la vie politique au début des années 1990, « il y a belle lurette que Silvio Berlusconi n'intervenait plus directement dans la gestion du groupe ». En première ligne désormais, sa fille Marina, âgée de 56 ans, présidente de Fininvest depuis 2005 et des éditions Mondadori depuis 2003, surnommée la « tsarine » ou le « cerveau

Une transition qui s'annonce réussie, juge aussi Giuseppe Di Taranto, professeur émérite d'histoire de l'économie à l'université LUISS de Rome. Selon lui, « il n'y a pas de risque d'affaiblissement de l'empire Berlusconi, qui au contraire en sortira renforcé, car ses enfants ont prouvé qu'ils étaient de très bons gestionnaires ». Il fait ainsi référence à Marina et son frère Pier Silvio Berlusconi, 54 ans, qui a pris les commandes de Mediaset en 2015. Nés du premier mariage de Silvio Berlusconi, ils détiennent chacun 7,65 % de Fininvest. Les trois autres enfants, Luigi, Eleonora et Barbara, issus d'un second mariage, en possèdent ensemble 21,42

%. « Marina deviendra probablement numéro un du groupe et en détiendra la majorité avec Pier Silvio. Je ne pense pas qu'il y aura des querelles dans la famille, qui est très unie », juge Giuseppe Di Taranto. Compagne de Silvio Berlusconi depuis 2020, Marta Fascina, 33 ans, ancien mannequin et députée de son parti Forza Italia, pourrait-elle semer la discorde ? « Non », tranche Andrea Colli, car après des tensions initiales avec les enfants, « ils ont trouvé un modus vivendi ».

**Des entreprises, des villas, des yachts et même un club de foot**  
Le magnat des médias, décédé à l'âge de 86 ans, contrôlait 61,21 % de Fininvest, une part qui devra être désormais répartie entre ses héritiers, une fois ouvert le testament. La galaxie Berlusconi comprend, outre Mondadori, contrôlé à hauteur de 53,3 %, un autre joyau familial, la banque Mediolanum dont Fininvest possède 30,1 %. S'y ajoutent la société de production de cinéma Medusa, de nombreuses villas de luxe et des yachts ou encore le club de football de Monza.

20minutes

## Etats-Unis

### En campagne pour sa réélection, Biden insiste pour davantage taxer les « très riches »

Alors que la présidentielle américaine ne se déroulera que le 5 novembre 2024, soit dans un peu moins de 17 mois, la campagne est, elle, bien lancée. Et samedi, l'actuel locataire de la Maison-Blanche a choisi de placer le gouvernail à gauche. « Il est grand temps que les très riches commencent à payer leur juste part », a déclaré Joe Biden lors d'un discours dans l'Etat-clé de Pennsylvanie. Dans

le centre de conférences de Philadelphie, devant un public composé de syndicalistes, le président américain a lancé sous les acclamations être convaincu que « ce pays est sur le point de décoller ». Il a ainsi vanté ses choix économiques depuis qu'il a pris place dans le bureau ovale.

#### Biden fier du « CHIPS » et de l'« Inflation Reduction Act »

« Les investissements que

nous avons faits ces trois dernières années ont le pouvoir de transformer ce pays dans les cinq prochaines décennies », a-t-il estimé, évoquant le « CHIPS and Science Act », une loi qui prévoit près de 53 milliards de dollars pour la production et la recherche dans le secteur des puces électroniques, et l'« Inflation Reduction Act », pharaonique plan d'investissement dans l'énergie verte.

20minutes

## Transports

### Le Sénégal veut déployer 400 bus au gaz dans le cadre d'un nouveau projet de transport public

L'Etat sénégalais manœuvre pour faire passer les services de transport public sous son giron. Une politique qui nécessite de gros investissements et projets lancés ces dernières années. Le Sénégal s'apprête à lancer un autre projet de transport public portant sur le déploiement de 400 bus fonctionnant au gaz, pour renforcer l'offre de mobilité dans Dakar et ses banlieues. Selon Thierno Birahim AW, DG du CETUD (Conseil exécutif des transports urbains de Dakar), ce sera la première phase d'un plus vaste programme couvrant un parc total de 1 000 bus au gaz naturel ou électriques. « Nous avons déjà obtenu le financement pour ce troisième plus grand projet de transport collectif dans la région de Dakar. La restructuration globale du réseau de transport en commun va permettre de mailler pendant la première phase un réseau de 40 km constitué de 14 lignes », a-t-il expliqué. Ce nouvel investissement viendra compléter les services publics de transport en commun opérés par Dakar Dem Dikk (DDD), le TER, et le BRT dont la mise en exploitation était prévue pour décembre 2023, mais qui pourrait être repoussée à cause des actes de vandalisme sur les chantiers lors des émeutes qui ont secoué Dakar début juin. Ces différentes offres permettront de réduire la domination des opérateurs privés sur le marché des services de transport collectifs dans la capitale, où la demande est estimée à près de 7,2 millions de voyageurs par jour selon une étude du CETUD.



## Côte d'Ivoire

### Le gouvernement prévoit de mobiliser 1 milliard \$ pour améliorer sa gouvernance foncière d'ici 2033



Depuis plusieurs années, les autorités ivoiriennes multiplient les réformes visant à assainir le secteur foncier ivoirien. Cette semaine, le gouvernement a adopté une stratégie nationale pour améliorer la gouvernance foncière d'ici les 10 prochaines années. Le gouvernement ivoirien a adopté une nouvelle stratégie nationale pour améliorer la gouvernance foncière. L'annonce a été faite par les autorités jeudi 16 juin 2023. « Le Conseil a

adopté une communication relative à la Stratégie Nationale et au Programme National de Sécurisation Foncière Rurale. La mise en œuvre de la SNSFR et de son programme sur la période 2023 - 2033 est estimée à 620 milliards FCFA » a indiqué le porte-parole adjoint du gouvernement, Mamadou Touré (photo). Cette nouvelle stratégie qui sera adossée à la Déclaration de Politique Foncière Rurale vise à assurer la sécurisation du domaine foncier rural, afin de réduire significativement la pauvreté dans ces milieux. Cela devrait permettre de renforcer la cohésion sociale et de gérer durablement les ressources naturelles du pays. Pour rappel, le secteur foncier représente pour la Côte d'Ivoire un des enjeux majeurs pour la paix sociale, la stabilité et le développement économique, après les crises militaro-politiques connues par le pays à partir des années 2000. Malgré les tentatives d'encadrement du secteur par l'Etat, les litiges fonciers restent nombreux, poussant les autorités à adopter de nouvelles réformes pour l'assainir. « Ces documents de politiques publiques sont essentiellement articulés autour du renforcement de la gouvernance du foncier rural et de l'accélération des opérations de sécurisation foncière » indique le site du gouvernement ivoirien, qui ajoute : « Il s'agit plus spécifiquement d'améliorer le cadre juridique et institutionnel de la gestion du domaine foncier rural, de façon à créer les conditions favorables à la certification de l'ensemble des terres rurales d'une superficie d'environ 22,6 millions d'hectares, et à l'achèvement de la délimitation des territoires des villages ». Rappelons qu'en 2018, Abidjan avait déjà lancé un Programme national de sécurité foncière rurale (PNSFR) grâce à un appui financier de la Banque mondiale.

## Nigeria

### Le président Bola Tinubu promulgue une loi favorisant l'accès à l'enseignement supérieur

Dans son projet politique, le nouveau président nigérian entend démocratiser l'éducation dans son pays. Pour surmonter l'obstacle financier qui entrave cet accès, le gouvernement fédéral envisage de créer un fonds de prêts dédié aux étudiants. Le président nigérian Bola Tinubu (photo) a, lundi 12 juin, promulgué la loi visant à faciliter l'accès dans les établissements d'enseignement supérieur du Nigeria. La loi établit un système permettant aux étudiants d'accéder aux prêts du gouvernement fédéral pour financer leurs études. Selon le Secrétaire permanent du ministère fédéral de l'Éducation, Andrew Adejoh, qui était face à la presse, mercredi 14 juin, la mesure qui entrera en vigueur en septembre, a pour objectif de démocratiser l'éducation dans le pays. Raison pour laquelle elle cible principalement les étudiants issus de milieux modestes, avec un seuil de revenu inférieur à 500 000 nairas (1 074 dollars USD) par an. Cette initiative est une promesse de campagne du nouveau président en vue de dynamiser le secteur de l'éducation au Nigeria. Elle est née d'un projet similaire présenté en 2016 par la Chambre des représentants. A l'époque, ce dernier avait suscité la réticence des syndicats d'étudiants et de travailleurs. Révisée en quelques points, la nouvelle loi a reçu l'onction des représentants des étudiants qui se sont entretenus le mardi 13 juin avec le président Tinubu. En outre, la loi annonce également la création d'un Fonds de prêts pour l'éducation dont la mission est d'administrer, de superviser, de coordonner et de contrôler la gestion des prêts étudiants dans le pays. Notons que le prêt sans intérêt destiné à ne couvrir que les frais de scolarité commencera à être remboursé par les étudiants deux années après leur service civique obligatoire. Une clause qui depuis alimente les polémiques, en raison des difficultés des étudiants à trouver un premier emploi décent à la sortie de la formation.

Ecofin du 18 Juin 2023

vendredi 16 juin 2023

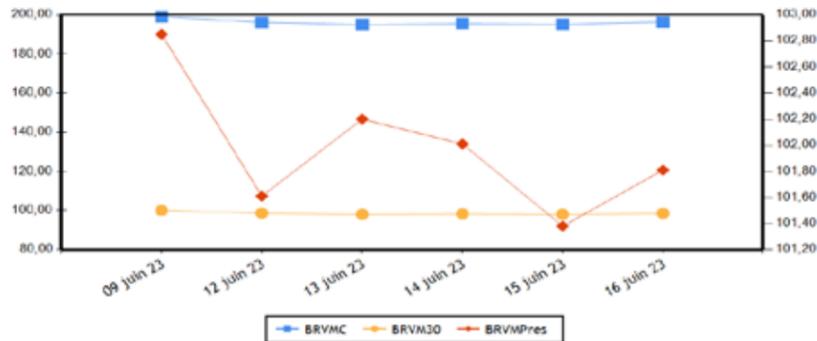
N° 114

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>196,36</b>
Variation Jour	0,63 %
Variation annuelle	-3,38 %

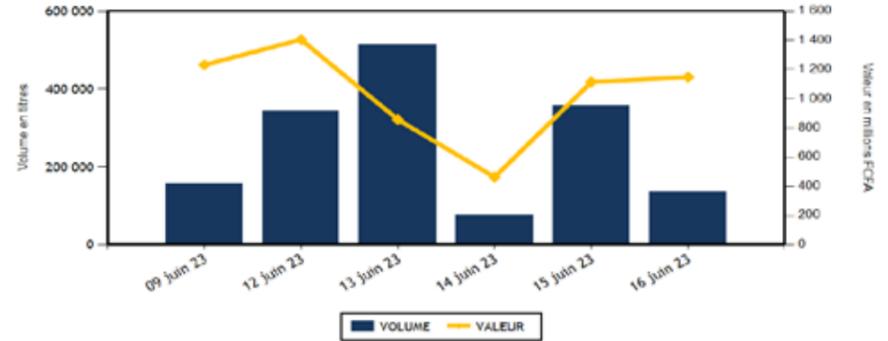
<b>BRVM 30</b>	<b>98,52</b>
Variation Jour	0,51 %
Variation annuelle	-1,48 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>101,81</b>
Variation Jour	0,42 %
Variation annuelle	1,81 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 304 982 787 851	0,63 %
Volume échangé (Actions & Droits)	103 465	-68,02 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	844 176 301	4,78 %
Nombre de titres transigés	40	-4,76 %
Nombre de titres en hausse	18	38,46 %
Nombre de titres en baisse	7	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	15	0,00 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	68 800	7,50 %	-17,36 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 930	4,83 %	-8,29 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	790	4,64 %	5,33 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 900	3,57 %	-9,38 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 300	3,17 %	-7,14 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 078 121 098 257	-0,26 %
Volume échangé	31 271	-9,13 %
Valeur transigée (FCFA)	304 143 190	-1,64 %
Nombre de titres transigés	9	12,50 %
Nombre de titres en hausse	2	100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	5	-28,57 %

## PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CFAO MOTORS CI (CFAC)	770	-3,75 %	-17,20 %
UNIWAX CI (UNXC)	675	-2,17 %	-12,34 %
SAFCA CI (SAFC)	810	-0,61 %	-7,95 %
SAPH CI (SPHC)	3 175	-0,47 %	-36,44 %
SOGB CI (SOGC)	4 830	-0,41 %	-14,81 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,81	0,42 %	1,81 %	72 361	713 605 781	6,17
BRVM-PRINCIPAL	36	93,51	0,91 %	-6,49 %	31 104	130 570 520	11,17

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	95,81	1,46 %	-8,07 %	1 516	4 792 610	28,24
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	468,54	0,90 %	-4,22 %	36 514	498 633 570	8,87
BRVM - FINANCES	15	76,74	0,35 %	1,63 %	45 403	229 549 181	6,02
BRVM - TRANSPORT	2	314,26	0,00 %	-8,03 %	621	794 880	5,00
BRVM - AGRICULTURE	5	229,38	0,27 %	-19,11 %	11 471	96 016 740	4,61
BRVM - DISTRIBUTION	7	348,96	-0,40 %	-2,67 %	7 937	14 385 900	12,16
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 406,63	0,00 %	20,00 %	3	3 420	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	8,84
Taux de rendement moyen du marché	8,22
Taux de rentabilité moyen du marché	9,86
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	122
Volume moyen annuel par séance	542 696,00
Valeur moyenne annuelle par séance	927 218 265,36

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	4,02
Ratio moyen de satisfaction	17,54
Ratio moyen de tendance	436,69
Ratio moyen de couverture	22,90
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	5,42
Nombre de SGI participantes	29

## Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'état

## BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

PAYS DE L'UEMOA  
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tél : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

## PAYS DE L'UEMOA



**UCA**  
UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.

Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN

001 BP 8690 RP  
uca@ucasgi.com  
(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
(229) 21 31 00 21  
www.ucasgi.com

**SGI BENIN**

Carré 211 St Michel  
immeuble SGI-Bénin 01 BP  
4546 Cotonou.  
Tél : (229) 21 31 15 41  
21 31 15 71

**BOA CAPITAL SECURITIES**  
Groupe BMCE BANK

Siège BOA Benin,  
Boulevard de France  
Tel : (229)  
21315343/64182121

**SOCIETE DE BOURSE**  
AGI  
AFRICAIN DE SECURITE ET D'INTERMEDIATION

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
01 BP 8688 RP Cotonou  
contact@sgi-agi.com  
+229 21318733  
+229 21316066

**AFRICABOURSE**

Avenue Steinmetz Face  
Immeuble Air Gabon 01 BP  
6002 COTONOU BENIN  
Tél : (229) 21 31 88 35 /  
21 31 88 36

**BIFC Financial Services**  
Société de gestion et d'intermédiation

Boulevard Saint Michel  
Immeuble Agence BIFC Dantokpa  
01 BP. 7700 Cotonou  
Tél. +229 21324875  
Tél. +229 21324876  
sgibfs@biic-financialservices.com

## Entretien avec Oleg Nesterenko

## La guerre en Ukraine, c'est la guerre de la monnaie américaine

La guerre en Ukraine continue toujours de faire parler d'elle. Dans cet entretien avec L'Eclaireur, Oleg Nesterenko, président du CCIE passe au peigne fin ce conflit dont la fin est incertaine.

En ce qui concerne les islamistes indépendantistes tchéchènes très largement influencés par des mouvances radicales de l'étranger, ils ont entamé dès 1991 la création de l'Etat islamique tchéchène d'Itchkéria (la République tchéchène d'Itchkéria) : avec l'instauration de la charia dès 1995, les lapidations, les décapitations publiques et autres éléments fort sympathiques d'un califat digne de ce nom. A noter que ces islamistes radicaux ont été directement et officiellement soutenus, une fois de plus, par la communauté occidentale bienveillante, dont la France, parallèlement à la reconnaissance de leur Etat islamique tchéchène par deux anciens grands amis sponsorisés par l'Occident : l'Afghanistan des talibans et la Géorgie de Zviad Gamsakhourdia.

En fait, non pas depuis hier, mais depuis 1944, et, surtout dans les trente dernières années, l'Occident "atlantiste" s'est montré prêt à soutenir le diable en personne, dès lors qu'il était soit russophile et soit prêt à combattre la Russie. Le plus drôle c'est qu'en l'affirmant, je n'exagère que très légèrement.

### Revenons à la guerre en Ukraine... Cette guerre était-elle inéluctable ?

La Russie ne pouvait pas ne pas entrer en guerre. Si elle ne l'avait pas fait, l'Ukraine serait devenue à moyen terme un territoire de l'Otan. Je ne vous parle même pas des massacres vis-à-vis des populations du Donbass. Ceux qui vous diront que les ultra-nationalistes ukrainiens n'auraient pas fait un massacre de masse mille fois supérieur à celui d'Odessa en 2014, s'ils avaient pris le contrôle des villes de Donetsk et de Lougansk, n'ont pas la moindre idée de quoi ils parlent.

La purge totale de tout ce qui est russe ou pro-russe faisait et fait toujours partie des plans de Kiev. Et quand vous avez les trois-quarts de la population de ces régions qui ne sont pas juste des anti-nationalistes ukrainiens, mais qui ont la détestation profonde du régime de Kiev et de tout ce qu'il représente - et je sais de quoi je parle - je vous laisse imaginer l'ampleur des massacres qui se seraient produits si la Russie les avait abandonnés à leur sort.

Tous les Ukrainiens ne sont nullement des ultra-nationalistes ou des néo-nazis, mais leur part en Ukraine est assez importante et est incomparablement plus importante que celle des ultra-nationalistes ou des néo-nazis en France. Par ailleurs, il y a une énorme différence entre être extrémiste marginal ou extrémiste ayant accédé au pouvoir d'un pays. Le risque de l'escalade incontrôlée est grand si l'Ukraine intègre l'Otan. Si Kiev lançait d'une manière unilatérale les hostilités pour prendre la Crimée, sans par exemple l'aval de Paris - et Kiev a parfaitement l'intention de le faire - la Russie déclarera la guerre à l'Ukraine. Elle déclarera la guerre à un pays de l'Otan. Et, dans le cadre de l'article 5 de l'Otan, Paris serait obligé, à moins de quitter immédiatement l'organisation, de faire la guerre à Moscou d'une manière ouverte et non pas par procuration comme elle le fait aujourd'hui. Si cela arrivait, il serait quasiment impossible que la Russie ne procède pas par une ou plusieurs frappes ciblées avec des armes nucléaires tactiques. Ceci est clairement inscrit dans la doctrine militaire russe, il n'y a pas d'interprétation à faire. Et si à cette frappe nucléaire tactique il y a la moindre riposte de la part de l'Otan, l'humanité connaîtra l'Apocalypse.

Pour ceux qui ne comprennent pas l'évidence : si la Russie n'était pas entrée en guerre en février 2022, après la purge du Donbass par Kiev, le prochain pas serait obligatoirement et inévitablement son entrée dans l'Otan. Et, étant très encouragé par l'inaction de Moscou qui se serait limité à des déclarations de protestation - l'invasion de la Crimée, constitutionnellement territoire de la Fédération de Russie, avec la frappe nucléaire russe qui la suivra serait des événements aussi certains que deux plus deux égale quatre.

Je suis particulièrement étonné que les prétendus experts qui polluent les plateaux télé et dont la majorité souffre d'une forme grave de myopie analytique, soient dans l'incapacité de comprendre un fait pourtant clair : en interdisant à l'Ukraine d'entrer dans l'Otan, la Fédération de Russie est en train de sauver le monde. Je vais même dire une chose qui révoltera les soupireurs atlantistes : la guerre en cours est en train de sauver le monde.



La question à poser n'est pas si la frappe nucléaire aurait lieu, mais qui sera la cible en premier pour calmer tous les autres qui se reposent sur la programmation neurolinguistique sur le bluff russe. Le « bluff » dont tout le monde en Europe a encore parlé le jour avant l'entrée de la Russie en guerre et qui, apparemment, n'a toujours rien appris à personne du côté de l'Otan.

En ce qui concerne l'Occident collectif regroupé autour des Etats-Unis, aucun indice, économique ou militaire, ne montre que son implication dans cette guerre était prévue pour durer. Initialement, il était prévu de mettre la Russie en position d'agresseur puis d'y ajouter le paquet de sanctions qu'on connaît. Et, à l'époque, pratiquement tous les analystes « atlantistes » ont considéré que ces sanctions seraient suffisantes pour faire écrouler l'économie russe et mettre la Russie dans l'incapacité de continuer la confrontation.

L'idée était donc de lui imposer des conditions économiques insupportables, de faire se soulever les populations russes contre le pouvoir et ainsi faire effondrer la Russie. Résultat ? Les relations entre la Russie et l'Union européenne, dont l'industrie était viable et parfaitement concurrentielle vis-à-vis des Etats-Unis en grande partie grâce aux livraisons de l'énergie russe à de très bons prix, négociés et assurés par des contrats à long terme, ont été détruites. Et détruites à très long terme. Là, après tant d'années de travail de sabotage des relations Russo-européennes, c'est une très grande victoire pour les Etats-Unis.

L'idée était également de mettre la Russie à genoux pour que, lors de la future guerre qui aura inévitablement lieu entre les Etats Unis et la Chine, la Russie ne puisse se permettre le soutien considérable de la Chine sur les plans énergétique et alimentaire notamment. Cela n'a pas fonctionné. La Russie s'est montrée beaucoup plus résistante, économiquement parlant, ce qui personnellement ne m'étonne pas, connaissant un peu le système monétaire, les actions régulatrices de la banque centrale russe et les réserves dont la Russie dispose.

Ce projet de "blitzkrieg" contre Moscou est devenu une guerre d'usure. Moscou a obligé les Etats-Unis et l'Occident collectif à faire une chose qui n'était pas prévue. Tous les problèmes qu'on constate aujourd'hui aux Etats-Unis et dans l'Union européenne liés à la guerre en Ukraine (les livraisons d'armes, les complications économiques, etc.) n'étaient pas prévus. Ils pensaient se serrer la ceinture pour quelques mois. Cela s'est passé autrement. Et ce sont les populations qui payent et qui vont payer encore très longtemps la facture.

### Reste-t-il une place pour la médiation après l'échec d'Israël et de la Turquie ? La Chine ?

Quand on parle de médiation, Chine ou qui que ce soit, il n'y a aucun poids réel derrière. C'est juste un rempart entre deux parties, entre la Russie et l'Ukraine, mais un rempart qui n'est pas capable d'influencer qui que ce soit. Et même

l'Ukraine n'a rien à faire dans de telles négociations. Une réelle négociation de paix n'est possible qu'entre la Russie et les Etats-Unis. Toutes les autres parties qui ont joué et qui joueront le rôle de médiateur ou de participants ne sont que des figurants.

Quand Emmanuel Macron, celui qui livre les armes et munitions qui tuent les Russes, parle de l'idée de se mettre en position de médiateur, j'ai du mal à comprendre ce qui se passe dans sa tête pour imaginer que Moscou acceptera ne serait-ce qu'un instant la folle idée de lui donner le moindre rôle dans les futurs pourparlers à ce personnage.

En disant qu'une réelle négociation de paix n'est possible qu'entre la Russie et les Etats-Unis, il faut souligner que si par le passé, par exemple lors de la crise cubaine, de la guerre en Corée, de la guerre au Vietnam, les Etats-Unis ont toujours eu une volonté de trouver des accords ou des consensus, l'administration à Washington a ces dernières années connu une certaine forme de dégénérescence politique. On constate qu'elle n'essaie même pas d'arriver au début d'un moindre accord. Et c'est une tendance très dangereuse. Si ceux qui ont fait installer Joe Biden au pouvoir et qui tirent les ficelles restent au pouvoir après novembre 2024, le futur du monde à moyen terme, je le vois très en noir.

**C'est donc une question de volonté, pas de médiation. Pour Moscou, il y a une volonté, même si au début du conflit la Russie avait l'intention de changer le régime Ukrainien. Mais, en constatant qu'une certaine partie des Ukrainiens veulent rester sous le régime actuel, qu'ils y restent...**

Par contre, les territoires qui ont été toujours profondément pro-russes et dont la majorité des habitants ne veulent pas et n'ont jamais voulu vivre sous le nouveau régime ultra-nationaliste russophile de Kiev - malgré les arguties proférées par les médias mainstream - ces territoires ne seront jamais laissés à l'Ukraine. De même, aucun arrêt des opérations militaires n'aura lieu du côté russe sans un engagement officiel de l'Ukraine de ne jamais entrer dans l'Otan, car une telle action signifiera une future guerre nucléaire quasi inévitable pour des raisons que j'ai déjà évoquées.

**Cette guerre est aussi une guerre de l'information, ce qui est somme toute normale de la part des Etats, pas des médias dont le rôle serait, si ce n'est de faire la part des choses, de présenter les deux faces... Or on voit que l'information, si elle n'est pas fautive, est très sélectionnée dans les mass médias en France ... Même chose en Russie ?**

Ici, on parle beaucoup de la liberté de parole. Je l'observe depuis vingt-cinq ans et je peux vous affirmer que la liberté de parole en France n'existe pas. Enfin, tout le monde a la possibilité de dire vraiment tout et n'importe quoi. Mais ce n'est pas cela la véritable liberté de parole. Il y a une vraie liberté de parole que si elle est fondée sur une vraie liberté de pensée.

La différence entre la Russie et la France, c'est qu'en France les "victimes" ne savent pas qu'elles sont des victimes. Elles pensent qu'elles bénéficient de la liberté de parole, qu'elles sont au courant de tout puisque tout le monde parle plutôt librement de tout. C'est complètement faux. Le danger existentiel à la liberté de pensée et à la liberté de parole qui en découle est, justement, dans la croyance ancrée du sujet en sa liberté.

Le système de la gouvernance occidentale est passé maître dans le domaine de la chirurgie esthétique profonde sur l'esprit des masses sans laisser la moindre cicatrice qui puisse trahir le laborieux travail du conditionnement informationnel réalisé au quotidien sur les cerveaux des victimes. La « libre » expression des sujets opérés qui en découle n'est que le récit préformaté et préconditionné, le comportement individuel et collectif étant aligné sur les besoins des gouvernants.

Suite dans la prochaine parution



MINES ADVISORY GROUP, BUREAU DU BENIN  
SOUS COUVERT DE LA COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA  
PROLIFERATION DES ARMES LEGERES, (CNLCPAL).

### AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Référence : Pr 001/WA 2780 OCWART/BJ/2023/06.

A/S : Aménagement et pose d'un Conteneur aménagé de 20 pieds à déployer sur Kétou, après modifications à Cotonou.

Dans le cadre de l'exécution de certains de ses projets au Bénin, l'ONG Internationale Mines Advisory Group (MAG), à travers le Projet OCWART, en collaboration avec la Commission Nationale de lutte contre la Prolifération des armes légères (CNLCPAL) lance un appel d'offres ouvert afin de recruter des entreprises de chaudronnerie pour les travaux tel que décrits ci-dessus.

Ces travaux sont à effectuer selon les spécifications contenues dans le dossier d'Appel d'Offres. L'adresse pour la consultation, le retrait de dossier à titre gracieux et le dépôt des offres est :

Mines Advisory Group,  
Patte d'oie, lot 132, Carre 6110 Maison Mouftaou (à cote du consulat du Burkina)  
Cotonou  
Téléphone : +229 97 16 51 96

Les correspondances, les demandes d'informations seront adressées à l'adresse électronique [Tenders.Benin@maginternational.org](mailto:Tenders.Benin@maginternational.org) Les demandes d'informations seront acceptées jusqu'à 72 heures avant la date limite de réception des offres.

Les candidats intéressés à participer au présent appel d'offres peuvent, après retrait du dossier, préparer leur offre et la déposer à l'adresse de la procédure telle qu'écrite ci-dessus.

Noter que :

- La présente consultation est un appel d'offres ouvert. Elle ne saurait être considérée comme une promesse de contrat de quelque nature que ce soit,
- Les frais éventuels liés à la préparation de l'offre à soumettre sont entièrement à la charge des soumissionnaires et ne donneront lieu à aucune sorte de remboursement,
- MAG n'est pas tenu de donner suite au présent appel d'offres. En règle générale, sauf expérience antérieure concluante avec MAG, aucune entreprise n'obtiendra plus d'une adjudication ou lots de travaux simultanément en cours,
- Le présent dossier ne doit subir d'autre diffusion que celle nécessaire à son traitement. MAG se réserve le droit de demander la restitution du dossier fourni et des copies qui en auraient été faites, sans autre forme de paiement,
- Au terme de la passation de marches, le contrat des travaux devra être enregistré. Tout paiement éventuel d'avance sera soumis à la fourniture d'une caution bancaire selon les termes du contrat.

Le calendrier prévisionnel de la procédure est le suivant :

1. Date de début de retrait des dossiers : **16 juin 2023 à partir de 09 Heures ;**
2. Retrait des dossiers : Jours ouvrables, **du 16 au 23 juin 2023 de 09h00 à 13 h00 ;**
3. Date limite pour la demande de clarifications : **30 juin 2023 ;**
4. Date de présentation des plans programmé le **23 Juin 2023 de 9h à 12h00 et/ou 14h à 17h00**
5. Date de remise des Offres : **3 juillet 2023, de 09 :00 à 13 :00, puis 15h00 à 17h00.**

Toutes les offres seront libellées en français et en Francs CFA de l'Afrique de l'Ouest.

Fait à Cotonou, **le 13 juin 2023.**

Pour MAG, Nicole Ntagabo

Responsable Régionale des Programmes.

Signature : .....

*P.O PAUL GBADIA / PD*

MAG is a humanitarian organization clearing the remnants of conflict for the benefit of communities worldwide.  
MAG is co-laureate of the 1997 Nobel Peace Prize.  
Charity No.1083008. A company registered in England and Wales No 4016409.

culaire.

#### Taureau

Vous risquez de connaître quelques difficultés financières, et vos rentrées diminueront comme par enchantement. Vous serez donc contraint de tenir serré les cordons de votre bourse, et plus que vous ne le voudriez. Mais vous pourriez même prendre goût à un mode de vie plus austère.

#### Gémeaux

Avec cet aspect de Neptune, vous devrez rester vigilant concernant vos finances, vous méfier des mauvais choix et réfléchir longuement avant de signer le moindre contrat ou le moindre engagement. Mais avec Jupiter bien aspecté, il est tout à fait possible qu'après bien des inquiétudes, vous ayez droit à un coup de chance ou à un redressement spectaculaire.

**Cancer** La Lune influençant un de vos secteurs financiers indique un risque de stagnation, voire des difficultés, liées par exemple à un surendettement. Il faudra rester prudent et serrer les cordons de la bourse.

Avec le Soleil illuminant votre secteur argent, vous aurez sans doute l'opportunité d'améliorer vos revenus. N'hésitez pas à demander une prime quelconque si vous estimez la mériter. Si vous avez du mal à équilibrer votre budget, demandez de l'aide à vos proches ; ils seront ravis de vous donner un coup de main. Autre solution : allez voir votre banquier ; il sera de bon conseil et vous aidera à mieux gérer votre budget.

#### Vierge

La situation financière devrait se stabiliser. Tous ceux d'entre vous, et notamment ceux du premier décan, qui ont dû affronter dernièrement une situation pécuniaire difficile vont pouvoir rééquilibrer leur budget.

L'action simultanée de plusieurs planètes amènera de la chance

#### Scorpion

Fiez-vous à votre intuition pour vos placements et spéculations diverses. Vous aurez tout le pouvoir de persuasion souhaitable dans ce domaine, et vos transactions pourront en bénéficier de manière remarquable.

#### Sagittaire

Avec la configuration astrale de ce jour, ce sera le moment idéal pour consolider votre situation matérielle, réaliser des transactions immobilières profitables, préparer votre retraite ou assurer l'avenir des vôtres. Vous voyez, "il n'y a pas que des épines sur les rosiers, il y a aussi des roses" (Thai Hoa).

#### Capricorne

Les opportunités financières qui vous ont échoué dernièrement se feront plus rares. Neptune vous portera encore chance. Mais restez prudent, car cette planète pourrait vous rendre trop optimiste. Attention, donc, à ne pas continuer à croire au Père Noël, et à ne pas accorder votre confiance à n'importe qui.

#### Verseau

Cette journée marquera une nette amélioration de votre situation matérielle. Vous pourrez effectuer des transactions profitables, à condition toutefois de choisir des placements sûrs. Une rencontre se révélera très utile.

#### Poissons

Tout ira bien sur le plan financier si vous restez très prudent et évitez les dépenses inutiles. Mais si vous cédez aux tentations, vous ne pourrez éviter de subir le contrecoup de l'impact négatif de Pluton. Ce ne sera pas non plus le moment de prendre des décisions financières importantes, qu'il s'agisse d'achat, de vente ou de placements.

N° 0997 MIST / DG / 007 / DAF / 000 du 207 / 107 / 2007  
Sikèkodji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le  
carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : [leconomistbenin1@gmail.com](mailto:leconomistbenin1@gmail.com)

Site : [www.leconomistbenin.com](http://www.leconomistbenin.com)

#### Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

#### Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

#### Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHOMEGAN (97 14 85 43)

#### Directeur de publication

Jules AFFODJI

#### Rock AMADJI

(Correspondant Zou-  
Collines)

#### Rédacteur en chef

Falco Vignon

#### Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

#### Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

#### Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

#### Rédacteurs

Nestor DEHOINDJI

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Franck Vial, correspondant

France de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : [eco.benin.paris@gmail.com](mailto:eco.benin.paris@gmail.com)

#### Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

#### Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

## Conseil de l'Entente

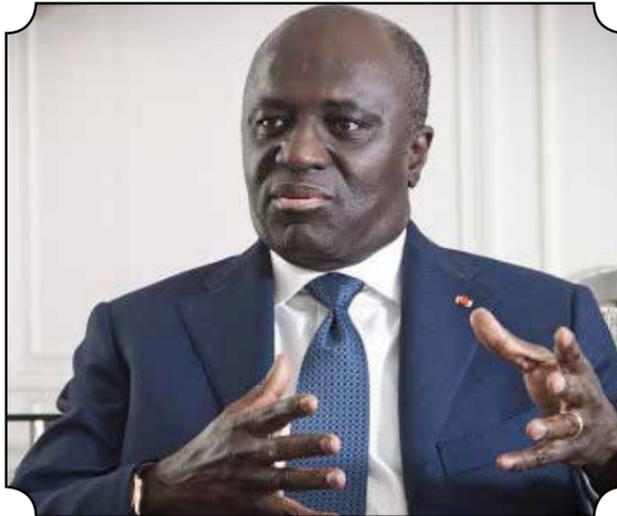
## Pour « dérives dans la gouvernance », la démission de Marcel AMON-TANOH réclamée

La gouvernance du Secrétaire Exécutif du Conseil de l'Entente (CE), Marcel AMON-TANOH en fonction depuis dix-huit (18) mois, est controversée. Dans une correspondance adressée à Faure Essozimna Gnassingbé, président en exercice du Conseil de l'entente, des membres du Secrétariat exécutif de l'organisation régionale dénoncent la gestion hasardeuse de l'ivoirien.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Installé dans ses fonctions en janvier 2022, Marcel AMON-TANO, Secrétaire Exécutif du Conseil de l'Entente (CE), organisation de coopération régionale d'Afrique de l'Ouest, ne fait plus l'unanimité à cause de sa gouvernance. Expressément, vingt (20) membres du Secrétariat demandent sa démission sans délai. En effet, dans un courrier qu'ils ont adressé le 08 juin dernier au Président en exercice de l'organisation, le Togolais Faure Essozimna Gnassingbé, ses "alerteurs" ont décrié « d'importantes dérives ». « Les principales dérives constatées concernent la gouvernance administrative et sociale, la gouvernance financière, la gestion du projet

de construction de la Tour de l'Entente et les rapports avec les autres organisations sous régionales », lit-on dans la correspondance qui a été aussi portée à l'attention du Président Ivoirien, Alassane Ouattara. En matière de gouvernance administrative, il est reproché au S.E. AMON-TANO, l'abandon des activités opérationnelles (observation des élections, programme frontières, réalisation de projets dans les domaines de l'hydraulique...) au profit de dépenses de prestige, notamment des missions du Secrétaire Exécutif dont le montant total se chiffre à plus de 300 millions de francs CFA depuis son arrivée ; des recrutements sans appel à candidatures et sans respect du principe de la répartition équitable des



postes entre Etats membres ; des rémunérations fixées unilatéralement et au mépris du barème des salaires ; le positionnement du Directeur de cabinet au-dessus des Directeurs de Départements, représentants des Etats membres ». Du point de vue de la gouvernance

financière, la gestion du Secrétaire Exécutif n'est non plus reluisante. Selon les 20 signataires de diverses nationalités dont des béninois, ivoiriens, togolais, burkinabés et nigériens, il a été observé plusieurs irrégularités. Il s'agit notamment du « non-respect des pro-

cédures de dépenses et de passation des marchés » ; de « l'instauration à l'avantage du Secrétaire Exécutif de frais journaliers de représentation de 400.000 FCFA en plus des frais journaliers de mission, sans aucune obligation de justification, contrairement à la règle en la matière ». Pire, se désolent-ils, « le budget 2023, à ce jour, n'a pas été soumis à l'approbation des Instances pour absence de planification et de budgétisation des actions ». Ce qui, soulignent-ils, amène l'Organisation à fonctionner, pour la première fois depuis la relance de ses activités en 2012, selon le « principe du douzième provisoire ».

Sur les rapports avec les autres organisations sous régionales, il est reproché à

AMON-TANO, la signature d'un mémorandum d'entente avec une entreprise chinoise pour l'étude de faisabilité du projet « Boucle Ferroviaire de l'Entente » sans aucun mandat des Chefs d'Etats des pays membres du Conseil de l'Entente, créant ainsi une mésentente avec l'Uemoa sur la mise en œuvre dudit projet. Tenant compte de ces multiples « dérives », le Personnel du Secrétaire a, tout en demandant le départ du mis en cause, annoncé la suspension des activités pour compter d'hier jeudi 15 juin 2023. Avec un antagonisme aussi ambiant, une nouvelle fois, le Conseil de l'Entente pourrait se retrouver en cessation d'activités si les Chefs d'Etat des pays concernés n'y prennent garde.

## Commune de Djougou

## Le Plan de Développement Communal, quatrième génération validé



La Mairie de Djougou a procédé à la validation de son plan de développement communal quatrième génération (PDC4). L'atelier de validation a réuni les cadres techniques de la Mairie, les élus communaux, les cadres des administrations déconcentrées de l'État, la société civile et les associations et groupements de jeunes et de femmes à la salle des conférences de la bibliothèque CAEB de Djougou. Cet atelier a été l'occasion pour les participants en présence du consultant commis à la tâche de passer au peigne fin les différents documents préparatoires,

les leçons tirées de l'exécution du PDC3 qui a permis d'intégrer les nouveaux enjeux tels que la résilience au changement climatique. Cet atelier ouvre de nouvelles perspectives pour l'élaboration du budget 2024 et consacre une étape importante de la nouvelle génération du PDC. L'atelier a permis au cabinet Impact Plus Bénin de présenter, à travers le consultant, les résultats issus des concertations avec les différents acteurs à la base. Les apports, les amendements et les nouvelles orientations stratégiques ont permis de valider le PDC 4 d'une valeur de six milliards sept cents mil-

lions sept cents mille francs CFA. Le Maire Yaya Idrissou et la secrétaire exécutive Vidémé Cornélie Zinsi ont salué l'engagement des participants durant les différentes étapes du processus d'élaboration du présent document de planification. L'autorité communale a souhaité une implication des populations afin que la commune atteigne ses objectifs de développement à l'horizon 2028. Il faut préciser qu'après cette étape, le document sera soumis au Conseil de supervision pour adoption et au conseil communal pour validation.

Emmanuel AKAKPO  
(Br Atacora-Donga)

## Match Bénin-Sénégal CAN 2023

## Deux morts, des blessés et des dégâts matériels

La fin du match Bénin-Sénégal comptant pour la cinquième journée de la Coupe d'Afrique des Nations de football Côte d'Ivoire 2023 a tourné au drame. La bousculade qui a suivi la fin du match a été fatale pour plusieurs supporters.

● Belmondo ATIKPO

Ce samedi 17 juin 2023 au stade de l'Amitié Général Mathieu entre 23 heures et 00 heure, les supporters des deux équipes ont vécu l'enfer. A la fin du match, le comité d'organisation n'aurait pas vite ouvert les accès pour permettre la sortie des nombreux supporters. S'en est suivie une scène de panique. Par la suite, les supporters se sont lancés dans un « sauve-qui-peut ». Pendant que deux portes d'entrée sur trois étaient hermétiquement fermées, les supporters se ruent sur les rares entrées encore disponibles. Ce mouvement d'ensemble a créé des bousculades. De nombreux supporters ont été piétinés. Cette triste scène a malheureusement occasionné des blessés graves. Pis, on compte au moins deux cas



de décès dans le rang du public sportif béninois. Plusieurs dégâts matériels ont également été enregistrés. Des places assises, l'aire de jeu, les portes, les toilettes, les installations d'eau et d'électricité ont été endommagées par des supporters. Le stade de l'Amitié Général Mathieu Kérékou ressemble, 48 heures après le match Bénin-Sénégal, à un champ de ruine.

## Guépards-Lions un duel sans merci

Les Guépards du Bénin ont



contraint les Lions de la Téranga du Sénégal au partage des points. Dans ce groupe L, seul le Bénin est parvenu à arracher le point du nul face au Sénégal (champion d'Afrique en titre). Dans cette rencontre riche en actions d'éclat, ce sont les Sénégalais qui ont ouvert le score en première mi-temps à la 43<sup>e</sup> minute. Les guépards ont sorti leurs griffes en seconde période grâce au coup de génie de Moumouni Rachidi qui a réussi à marquer le but égalisateur. Dans cette poule, le Sénégal est premier avec 13 points, le Mozambique grâce à sa victoire (2-0) sur le Rwanda est deuxième, suivi du Bénin en troisième position avec 5 points, le Rwanda est lanterne rouge avec 1 point. La prochaine et dernière journée sera âprement disputée entre le Mozambique et le Bénin.

## Journée de l'Enfant Africain 2023

## L'engagement renouvelé du Bénin au respect des droits au numérique

Le thème de l'édition 2023 de la Journée de l'Enfant Africain a mobilisé l'opinion publique autour des droits de l'enfant dans le Numérique. Au Bénin, les manifestations officielles déroulées à Covè, dans le département du Zou ont été une occasion pour Madame Véronique TOGNIFODE, Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance (MASM) de sensibiliser les populations sur la nécessité qu'il y a à contrôler l'utilisation des outils numériques, notamment l'internet, par les enfants. Elle a été soutenue, pour la circonstance par sa collègue du Numérique et de la Digitalisation, Madame Aurélie ADAM SOULÉ ZOUMAROU, de Monsieur Firmin KOU-



TON, Préfet du Zou et de plusieurs Partenaires Techniques et Financiers intervenant dans la chaîne de protection des enfants au Bénin.

Une communication a été présentée par une collaboratrice de la MND aux participants sous forme de capsules vidéo de sensibilisation au risque que représente le cyber harcèlement,

mais aussi sur l'importance du contrôle parental.

En présence du Maire de Covè et de ses conseillers communaux, des élus locaux, des leaders traditionnels et religieux, des responsables d'associations, des responsables du bureau des parents et des enfants, la Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance a exposé les nom-

breux risques liés à l'utilisation abusive ou inappropriée du numérique et de l'internet par les enfants, en évoquant aussi l'impact sur la santé de l'exposition prolongée aux ondes magnétiques et aux écrans.

La Ministre TOGNIFODE a invité l'assistance à réfléchir sur le type de société qui se développe avec les enfants qui n'observent plus de limite dans l'usage fait des réseaux sociaux.

Elle a également évoqué le phénomène de la cybercriminalité lourdement réprimé au Bénin pour décourager les auteurs parmi lesquels il y a des adolescents qui courent derrière le gain facile. Véronique TOGNIFODE a également appelé les enfants à plus de prudence : « A vous, chers enfants, je vous invite à faire bon usage de cet outil

de recherche, d'apprentissage et de développement que constitue le numérique tout en restant vigilants face aux risques et dangers qui existent ».

Avant la MASM, c'est la Ministre du Numérique et de la Digitalisation qui a lancé l'appel à l'endroit de tous pour une utilisation contrôlée des outils du Numérique. La MND a rassuré que le Gouvernement, pour sa part,

continuera de travailler pour offrir aux populations les meilleures opportunités du secteur du Numérique. Au nom des Partenaires Techniques et Financiers, l'UNICEF représenté à l'occasion par un de ses Cadres a réaffirmé leur disponibilité à accompagner le Bénin dans la sensibilisation sur une utilisation saine de l'internet, pour le bien-être des enfants.

Source externe



## Finances publiques

## Lancement du Module P7 pour la gestion des matières de l'Etat

Le lancement du module P7 de comptabilité des matières de l'Etat intégré au Système d'information de gestion des finances publiques a été fait ce vendredi 16 juin 2023 par le Secrétaire Général du ministère de l'Economie et des Finances, Alban Bienvenu Bessan. C'était au Palais des Congrès de Cotonou en présence des directeurs et cadres à divers niveaux de l'administration publique et des experts en comptabilité des matières de l'Etat.

● A.W.A.

Réduire les difficultés de la gestion du patrimoine de l'Etat, constitue, entre autres, les objectifs visés avec le nouveau système développé dans le Système d'Information de Gestion des Finances publiques (SIGFP) afin de faciliter et d'améliorer la gestion des matières de l'Etat et la tenue de la comptabilité des matières. Il est dénommé module périmètre 7 (P7) de comptabilité des matières de l'Etat intégré au SIGFP.

A l'occasion du lancement officiel de module P7, Raoufou Maman, directeur général du Matériel et de la Logistique au ministère de l'Economie et des Finances a expliqué que « Malgré les actions menées dans le cadre de la réforme de la comptabilité des matières de l'Etat, la maîtrise des biens publics et la dématérialisation de la gestion des matières ne sont pas encore effectives avec pour conséquence la non centralisation des données ». Pour le Directeur général, « La principale difficulté rencontrée dans ce chantier est relative à l'absence d'un système intégré de gestion des matières de l'Etat ».

C'est donc dans le souci de surmonter cette difficulté que le ministre d'Etat, chargé de l'Economie et des Finances a autorisé le développement du périmètre 7 dans le SIGFP. « Désormais, les gestionnaires des matières de l'Etat à tous les niveaux disposeront d'un outil de gestion efficace, transparent et rationnel des biens publics qui permettra de les sécuriser, de centraliser les données et d'élaborer le compte de gestion des matières », a ajouté le directeur général du Matériel et de la Logistique.

Avant de lancer officiellement le module P7 du SIGFP, le secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances, Alban Bienvenu Bessan, a expliqué que plusieurs tests de conformité avec les structures sectorielles pour éprouver la robustesse du système intégré de gestion des matières de l'Etat ont été faits avant son déploiement... Ainsi, une série de formation regroupant tous les acteurs de gestion des matières s'est tenue du 22 mai 15 juin 2023 au niveau central et déconcentré pour permettre une meilleure connaissance de l'outil et l'appropriation de l'ensemble de ses sous modules.



● Le SGM/MEF, Alban Bienvenu Bessan

Le représentant du ministre d'Etat, Romuald Wadagni, chargé de l'Economie et des Finances a précisé que la tenue de la comptabilité des matières et la gestion du patrimoine non financier de l'Etat ne se feront dorénavant que dans le SIGFP à travers le module P7. Le secrétaire général, Bienvenu Bessan a exhorté tous les acteurs de la commande publique impliqués à utiliser convenablement les diverses fonctionnalités des sous modules du système dans la discipline et suivant les règles de l'art afin que la mise en exploitation produise des résultats tangibles.

## Bref aperçu du module P7

A l'occasion du lancement du Module P7, les avantages du système ont été présentés aux participants par l'expert Norbert Kassa. Selon lui, il existe deux catégories d'agents intervenant dans la comptabilité des matières : les ordonnateurs des matières et les comptables des matières. Les autres acteurs chargés de la gestion des matières sont : le magasinier, le chef parc auto, le responsable de dépôt des matières, le détenteur des matières (il est le responsable du service utilisateur des matières, l'utilisateur final des matières (agent de l'Etat ou tout autre organisme public qui utilise les matières et fournitures qui lui sont mises à disposition dans l'exercice de ses fonctions). Au titre des avantages de la mise en place du module de gestion des matières de l'Etat, l'expert Kassa, cite, entre

autres, le suivi systématique des différentes composantes du patrimoine non financier de l'Etat et de chaque ministère et institution ; la production des comptes de gestion des matières de l'Etat à la Cour des comptes ; la production du compte central des matières de l'Etat ; la sécurisation juridique et physique des biens publics, en vue d'éviter leur dilapidation par les agents publics et des tiers, notamment suite à une passation de service. A cela s'ajoute le suivi systématique des biens publics remis pour entretien ou réparation à des prestataires de services ou pour location à des tiers. La réforme de comptabilité des matières de l'Etat, indique Norbert Kassa, bénéficie constamment de la part de l'Autorité et à la satisfaction des acteurs, des moyens nécessaires pour sa mise en œuvre progressive et

efficace. « Après le lancement du Module P7, la dynamique doit être maintenue, et ce, avec la disponibilité de tous les acteurs et l'esprit d'équipe qui ont prévalu jusqu'à ce jour », a affirmé l'expert en comptabilité des matières de l'Etat. Pour rappel, la comptabilité des matières de l'Etat est une comptabilité d'inventaire ayant pour objet la description des biens mobiliers existants, des biens immobiliers et des stocks autres que les deniers et valeurs inactives de l'Etat. Elle inclut les dons et legs en nature reçus par les ministères et institutions de l'Etat. La comptabilité des matières de l'Etat permet de suivre les mouvements en entrée et en sortie des matières et l'évolution des différentes composantes de patrimoine non financier de l'Etat d'un exercice. Avec le nouveau système, c'est la bonne gestion des finances publiques.



# CORSAIR

Voyagez en bonne compagnie | ✈

ARRIVEZ  
PLUS VITE  
AU COEUR  
DE PARIS



PARIS ONLY | ✈  
3 VOLS DIRECTS PAR SEMAINE

Rendez-vous sur [flycorsair.com](https://flycorsair.com) ou en agences de voyages